



Evaluation systématique en primaire

Le ministère redouble ses tests de niveau

Des syndicats réclament la fin de l'obligation des évaluations nationales en français et en maths, désormais imposées en CE2 et CM2 en plus des autres niveaux, quand d'autres appellent à leur boycott. Mais certains enseignants se montrent moins critiques.

Par
ELSA MAUDET

Identifier le temps d'un verbe souligné, répondre à des questions de compréhension, calculer des billes gagnées à la récréation, trouver des inconnues... Ce lundi démarrent les évaluations nationales en français et en mathématiques, jusqu'au 20 ou au 28 septembre selon les niveaux. Nouveauté en cette rentrée : les enfants de CE2 et de CM2 rejoignent le bal.

Ainsi, tous les élèves du CP à la sixième, ainsi que ceux de quatrième, de première année de CAP et de seconde sont désormais concernés.

Un temps envisagées aussi en classes de cinquième et de troisième, les évaluations y seront finalement facultatives. Dénonçant le non-respect des différents rythmes d'apprentissage des enfants, un objectif de tri des élèves (via notamment les groupes de niveau au collège) ou encore la lourdeur d'organisation, des syndicats réclament la fin du caractère obligatoire de ces épreuves quand d'autres ont appelé à leur boycott, et à la grève ce mardi.

« Ces évaluations nationales ont d'abord pour vocation d'être une aide aux enseignants et de leur donner des repères sur les compétences

clés des élèves, de manière à agir le plus vite possible avant que la difficulté ne s'installe », défend auprès de Libération Caroline Pascal, la directrice générale de l'enseignement scolaire (Dgesc, sorte de ministre de l'Education nationale bis). Les syndicats, eux, martèlent que les professeurs n'attendent pas l'institution pour connaître le niveau de leurs élèves. « C'est un outil de pilotage du ministère, qui privilégie un enseignement d'attendus mesurables, au détriment de savoirs émanant des enseignants », dénonce Emilie Garcia, de la FSU-Snuipp 93. Les évaluations nationales visent à contrôler nos pratiques pédagogiques, en





réduisant les enseignants au rôle d'exécutants, et mettent à mal leur liberté pédagogique.» Une position partagée par le syndicat d'inspecteurs SUI-FSU.

UN CRESCENDO DEPUIS 2017

«Ça ne remet pas en cause la professionnalité des enseignants, réagit Caroline Pascal. Ils se font un portrait global des compétences de l'élève beaucoup plus large que celui que les évaluations leur permettent de définir.» D'ailleurs, rebondit Magda Tomasini, directrice de la Depp, le service statistique du ministère de l'Éducation nationale, «58% des enseignants de CP, CE1 et CM1 déclarent que les évaluations leur ont permis de détecter des difficultés, ce n'est pas négligeable.»

Les évaluations des acquis des élèves sont une vieille histoire, entamée dans les années 70. Elles se sont développées depuis ou ont au contraire perdu du terrain au gré des changements de ministres de l'Éducation nationale. Mais le (long) passage de Jean-Michel Blanquer Rue de Grenelle a marqué un changement de cap. En 2017, dès sa première rentrée à ces fonctions et quatre ans après la suppression des évaluations par son prédécesseur Vincent Peillon, il les a réinstaurées en CP et en sixième. Depuis, la pratique est allée crescendo.

«L'idée de Jean-Michel Blanquer était de montrer qu'il prenait les choses en main, qu'il allait tout évaluer et que, grâce à lui, le ministère de l'Éducation nationale allait se relever. Ces évaluations des élèves sont souvent instrumentalisées. Le ministre ne retient que les informations qui lui sont favorables», analyse le sociologue de l'éducation Pierre Merle. Cela fait pourtant plus de deux ans que le ministère fonctionne sans lui, et il n'y a jamais eu autant d'évaluations. «[Gabriel] Attal était un peu dans le même lot», complète le chercheur.

Lætitia Benoît, professeure de français en Seine-et-Marne syndiquée au Snes-FSU, considère que ces tests «désorganisent les premières heures de cours. En sixième, il faut allumer l'ordinateur, brancher le casque, taper le mot de passe, c'est toute une aventure! Le test dure cinquante minutes [après dix minutes de préparation, ndlr], mais on a des créneaux horaires de cinquante-cinq minutes, ça ne passe pas, donc on le fait sur des blocs de deux heu-

res, explique-t-elle. On a sept classes, à faire passer deux fois en français et en mathématiques. Ça fait vingt-huit heures par niveau, cinquante-six heures à placer sur deux semaines et demie, avec une seule salle informatique.» Sur le fond, «en français, au collège, c'est la plus grande bêtise du monde. On est censé évaluer le niveau des élèves sans qu'ils n'écrivent un seul mot», les questionnaires étant à choix multiples.

Hors cadre syndical, les analyses sont plus nuancées. Antoine Le-grand, enseignant en CP à Carrières-sous-Poissy (Yvelines), se dit «très favorable» aux évaluations nationales. Deux jours après la rentrée, il avait pourtant déjà «fait tout un tas d'évaluations» de ses élèves, pour savoir qui connaissait les lettres de l'alphabet, qui savait déjà lire... Bref, quel était le niveau de chacun. «Je n'ai pas de temps à perdre, je ne vais pas proposer des trucs inadaptés aux enfants», balaie-t-il. Mais ces tests standardisés, «ça vient étayer ce que je vois en classe. C'est un outil supplémentaire d'évaluation neutre, sans ma sensibilité et ma partialité d'enseignant». En Alsace, Marco (1) enseigne aussi en CP et considère que «ça permet de se faire un premier portrait de la classe pour l'année à venir. Des choses qui n'étaient pas forcément visibles quand ils étaient en grande section peuvent se révéler, dans leur capacité à travailler, par exemple».

En appelant Nadège Baudhuin, on est, dit-elle, «tombée sur l'enseignante qui est toujours un peu d'accord». Alors les évaluations, nouvelles cette année pour ses élèves de CM2 de Marly-le-Roi (Yvelines), elle «aime beaucoup»: «Des fois, c'est bien de tenter. Au pire on se trompe et on recommence. Sinon, on ne fait jamais évoluer les choses. Je prends les évaluations comme quelque chose qui va permettre de savoir ce que les enfants savent faire à cet âge-là, d'avoir des repères, et ensuite de modifier les programmes scolaires.» Toutefois, selon elle, «ça sert pour la classe d'avant. Mes évaluations de CM2 vont être bien pour les enseignants qui ont fait le CM1, ils vont peut-être se rendre compte qu'ils n'appuient pas assez sur certaines choses. Celles de sixième nous ont servi en CM2». Plusieurs enseignants disent, eux, que les résultats des évaluations ne leur sont d'au-

cune utilité.

«DES EFFORTS À FAIRE»

A l'échelle de l'école, «ça peut permettre d'envisager la formation la plus adéquate des enseignants», affirme Caroline Pascal. Et sur le plan national, «ça permet de mesurer l'efficacité ou non de nos politiques publiques. Voir que l'écart entre éducation prioritaire et hors éducation prioritaire se réduit, même si on sait qu'on a encore des efforts à faire, vient conforter l'idée que c'est une politique qu'il convient de mener». Pour Pierre Merle, les évaluations «apportent des informations précieuses, à la fois pour connaître le système éducatif et pour le piloter. On sait, grâce à elles, qu'il y a en France trois types de collèges: ceux en éducation prioritaire, les collèges publics hors éducation prioritaire et les privés. Les différences de niveau scolaire y sont très marquées. Ces données statistiques montrent que la thèse de Gabriel Attal selon laquelle les problèmes de l'école reposeraient sur l'existence d'un collège unique est fautive. Pourtant, cette idée est au fondement de la création de groupes de niveau.» En revanche, organiser ces tests dans chaque niveau ou presque, «ça n'a pas beaucoup de sens. Il vaut mieux le faire au début de l'élémentaire, à la fin de l'élémentaire, en sixième et en troisième».

Autre critique faites aux évaluations: elles pousseront les professeurs à préparer leurs élèves aux épreuves, perdant du temps pour enseigner des choses réellement utiles. «J'ai vu des enseignants qui ne voulaient pas que leur école chute dans les évaluations se mettre à apprendre aux enfants des choses qui n'étaient pas au programme, raconte Nadège Baudhuin. Mais une évaluation, c'est un état des lieux. On a le droit de ne pas savoir faire.»

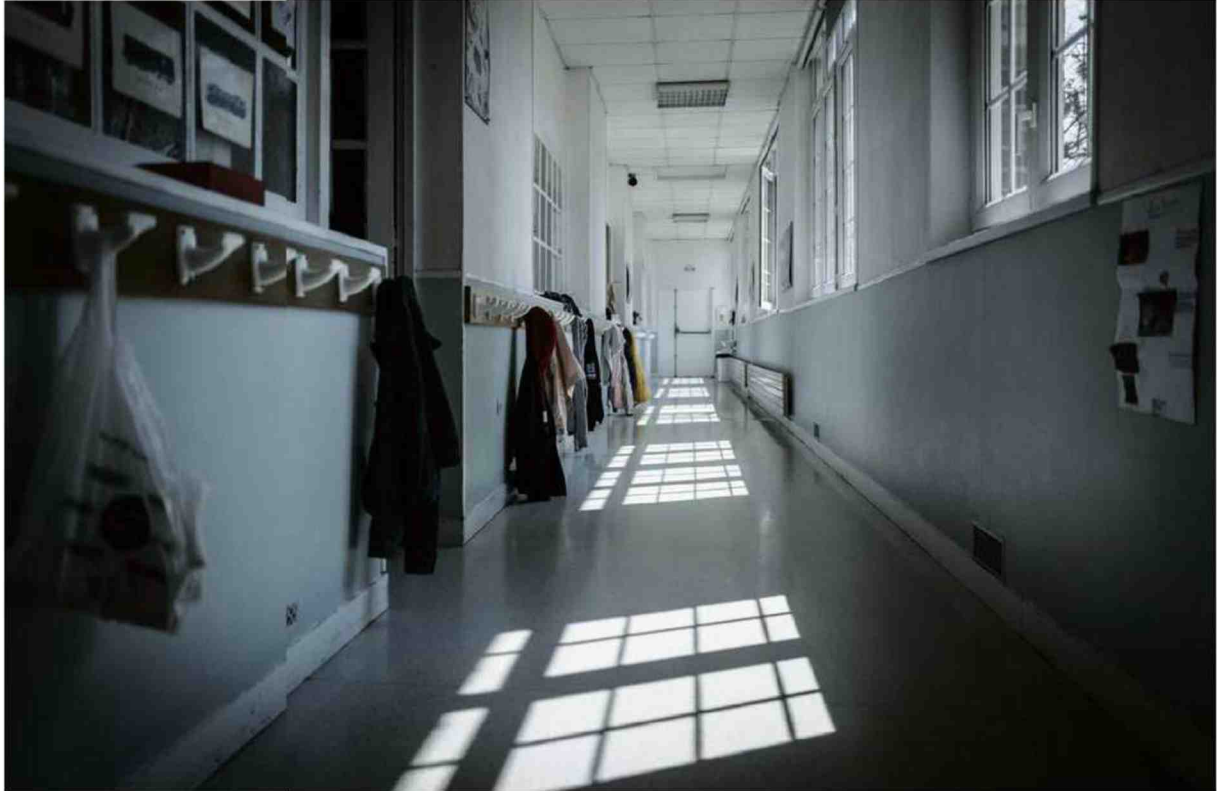
(1) Le prénom a été modifié.

«L'idée de Jean-Michel Blanquer était de montrer qu'il allait tout évaluer et que, grâce à lui, l'Éducation nationale allait



se relever.»

Pierre Merle
Sociologue de l'éducation



Avec les élèves de CE2 et de CM2 qui rejoignent cette année les évaluations nationales, ce sont désormais tous les élèves du CP à la sixième qui sont concernés. PHOTO ALBERT FACELLY

